

## **La guerre s'invite chez nous : rapport de terrain sur la violence domestique**

**Alors que la guerre, le chômage et l'inflation aggravent la crise en Iran, ce sont les femmes et les enfants de la classe ouvrière qui subissent cette violence au sein même de leur foyer.**

Au cours des mois où l'économie iranienne a été mise à mal par l'inflation, la précarité de l'emploi et les conséquences de la guerre et des conflits régionaux, les femmes de la classe ouvrière ont supporté le poids de la crise plus que tout autre groupe. La baisse des revenus des ménages, les licenciements dans les usines, la fermeture des petites entreprises et la hausse du coût de la vie ont poussé la structure fragile des familles de la classe ouvrière au bord de l'explosion ; une explosion dont les premières victimes sont les femmes et les enfants.

Dans ces conditions, la violence domestique, qui augmente généralement en période de récession économique, a également progressé en Iran. Les données officielles montrent que l'inflation annuelle au cours de l'année iranienne 1402 (mars 2023 – mars 2024) s'élevait à environ 46%, tandis que le prix des produits de première nécessité a augmenté jusqu'à 90% certains mois. Les rapports des syndicats indiquent que plus de 35% des travailleurs/travailleuses sous contrat ont été confronté·es à une réduction de leurs heures de travail, à une suspension ou à un licenciement au moins une fois au cours de l'année écoulée. Le taux de sous-emploi chez les femmes a également atteint 27%, soit plus du double de celui des hommes. Ces chiffres ne montrent qu'une partie de la réalité qui se déroule au sein des foyers, des hôpitaux et des quartiers populaires ; une réalité dans laquelle les femmes de la classe ouvrière sont en première ligne de la crise.

Parvin, 41 ans, mère de deux enfants, fait partie de ces femmes. Elle raconte que sa vie s'est complètement effondrée après le début de la guerre et la fermeture de l'usine où travaillait son mari.

*« Quand la guerre a éclaté, ils ont demandé à mon mari de ne venir travailler qu'à temps partiel. Puis ils ont annoncé la fermeture de l'usine. Une fois les combats terminés, ils l'ont licencié. Il était sous contrat et n'avait pas encore obtenu de poste permanent. Aujourd'hui, il travaille comme journalier pour la moitié du salaire d'un employé. Chaque jour, il cherche du travail, mais il n'y en a pas. »*

Parvin a elle-même perdu son emploi.

*« Je vendais des produits à base de plantes pour une boutique en ligne. Lorsque l'accès à Internet a été coupé, notre travail a pris fin lui aussi. Nos revenus ont été réduits de moitié, tandis que nos dépenses ont doublé. »*

Elle explique que la pression économique a transformé le foyer en un environnement tendu et instable :

*« Mon mari rentre du travail fatigué et en colère. Avant, il jouait avec les enfants ; maintenant, il reste assis en silence. Il m'a frappée plusieurs fois devant les enfants. Je n'ose pas dire qu'il manque quelque chose à la maison. Quand j'avais mon propre emploi, les choses allaient mieux. Maintenant, j'ai l'impression de ne plus rien contrôler. »*

La crise économique redéfinit également les rapports de force au sein de la famille. Dans un système où le revenu masculin constitue le pilier central de la survie, la perte d'un emploi ou la baisse des salaires ne constituent pas seulement un problème économique, mais aussi un coup porté à la position symbolique de l'homme au sein de la famille. En l'absence de réseaux de soutien, et sans possibilité pour les femmes de quitter des relations violentes, ce coup se transforme en violence domestique.

Dans ces conditions, le foyer n'est pas un refuge, mais le prolongement des relations mêmes qui se nouent sur le lieu de travail et dans l'économie au sens large. La pression structurelle qui pèse sur les hommes, au lieu de se transformer en protestation collective, se décharge dans la sphère privée, où les cibles les moins coûteuses et les plus accessibles sont les femmes et les enfants. C'est à ce moment-là que la violence domestique cesse d'être une affaire individuelle pour devenir un phénomène structurel.

Parvin dit que le foyer est devenu « comme la loi martiale » pour ses enfants :

*« Les enfants ne doivent pas faire de bruit. Ils ne doivent rien demander. Ils doivent simplement attendre qu'il s'endorme ou qu'il écoute les informations. Ce n'est pas une vie. Je perds chaque jour un peu plus espoir. »*

Les propos de Parvin permettent de comprendre comment la crise économique perturbe la reproduction sociale. La reproduction sociale — la garde des enfants, les tâches ménagères et le maintien de la santé mentale de la famille — incombe principalement aux femmes en Iran. Lorsque la crise économique s'intensifie, ce fardeau se démultiplie. Les femmes doivent compenser la perte de revenus en accomplissant davantage de tâches domestiques ; elles doivent supporter la tension psychologique des hommes, voire les calmer ; elles doivent s'occuper des

enfants ; et en même temps, elles n'ont pas les moyens matériels de quitter une relation violente. Cette structure transforme la violence en une conséquence systématique.

Sara, une infirmière de 29 ans travaillant aux urgences, affirme que la vague de violence domestique a « clairement » augmenté ces derniers mois.

*« Chaque jour, des femmes arrivent avec les mains cassées, le visage blessé ou des blessures par arme blanche. Il y a quelques jours, on a amené une femme dont le mari avait versé de l'essence sur elle et l'avait brûlée vive. Il s'était lui-même brûlé la main car il l'avait maintenue au sol pour l'empêcher de s'échapper. »*

Elle explique que beaucoup de ces femmes cachent la vérité par peur :

*« Elles disent qu'elles sont tombées dans les escaliers ou qu'elles ont glissé. Parce qu'elles n'ont nulle part où aller. Il n'existe pas de loi de protection sérieuse. Si elles rentrent chez elles, elles seront à nouveau torturées au même endroit. »*

La violence domestique en Iran n'est pas seulement le résultat de la crise économique, mais aussi le produit de l'absence de structures de soutien. Dans un pays où il n'existe pas de loi globale protégeant les femmes contre la violence, où les refuges sont rares et où il n'existe pas de mécanismes de signalement sécurisés, les femmes sont de fait prises au piège dans un cercle vicieux dont il est presque impossible de s'échapper. Ce cercle vicieux devient encore plus dangereux lorsque les idéologies patriarcales et dominatrices s'ajoutent aux pressions économiques. Dans ces conditions, le corps des femmes devient le lieu où s'exerce le pouvoir ; un pouvoir qui ne trouve pas son origine dans les caractéristiques individuelles de l'auteur des faits, mais dans les structures économiques et sociales.

Selon les données de l'Organisation iranienne de médecine légale, plus de 85 000 femmes se sont rendues dans des centres officiels l'année dernière pour signaler des agressions physiques ; un chiffre qui ne reflète qu'une petite partie de la réalité, car de nombreuses femmes ne portent jamais plainte. Ce chiffre, associé aux chiffres non officiels des services d'urgence sociale faisant état d'une augmentation de 20 à 30% des cas de violence domestique, montre à quel point la crise économique et les guerres régionales ont intensifié la violence dans l'ensemble de la société. En période de tensions militaires, l'anxiété publique s'accroît, les hommes reportent leur colère refoulée sur leur foyer, les enfants sont témoins de la violence et les femmes deviennent les premières victimes de ce transfert de violence.

Rosita, 33 ans, affirme que la violence domestique fait désormais « partie intégrante de la vie des femmes ».

*« Ma sœur a tenté de se suicider cette année, mais elle a survécu. Son mari travaille dans un atelier, puis conduit pour Snapp [société de location de véhicules – NdT] après le travail. Leurs revenus ne suffisent pas à couvrir leurs dépenses. Toutes leurs disputes partent de là. »*

Elle explique que les femmes n'ont aucune issue dans de telles conditions :

*« Mon père a lui aussi mauvais caractère. Ma sœur ne peut pas rester avec nous. Il ne nous permet pas de devenir indépendantes. Ces pressions l'ont poussée au suicide. »*

Rosita travaille elle-même dans un magasin de vêtements :

*« Ils ne me paient même pas le quart du salaire minimum légal. Mais c'est mieux que rien. Si une femme n'a pas d'indépendance financière, n'importe quel homme peut la garder captive. »*

La violence domestique en Iran n'est pas seulement un problème individuel ; elle est le résultat direct de structures économiques et sociales qui placent les femmes dans des situations de dépendance et de vulnérabilité. Sans indépendance financière, les femmes n'ont aucune possibilité de quitter des relations violentes. Cette dépendance économique, combinée aux pressions culturelles et familiales, perpétue la violence. Dans un tel contexte, les femmes ne sont pas seulement victimes de la violence, mais aussi victimes des relations qui rendent cette violence possible et durable.

Dans l'Iran d'aujourd'hui, la crise économique et les guerres régionales ne se limitent pas aux frontières ; elles se poursuivent au sein même des foyers. Les femmes de la classe ouvrière, qui portent simultanément le fardeau des tâches ménagères, de la garde des enfants et de la pression économique, sont en première ligne de cette crise. La violence domestique, le suicide, les soi-disant « crimes d'honneur » et l'effondrement psychologique des familles ne sont pas des problèmes individuels, mais les conséquences directes des structures économiques et sociales.

Tant que la sécurité de l'emploi des femmes ne sera pas garantie, qu'une protection juridique pour les survivantes de violences ne sera pas mise en place, que les refuges sécurisés ne seront pas développés et que la crise économique ne sera pas maîtrisée, la violence domestique continuera d'augmenter. Les femmes et les enfants de la classe ouvrière resteront les victimes silencieuses de cette crise.

**Chichak Darfash**, 28 mai 2026  
<https://en.radiozamaneh.com/38120/>  
traduit par DE